Document généré le 16 avr. 2024 21:28

Revue d'histoire de l'Amérique française

KELLY, Stéphane, *La petite loterie. Comment la Couronne a obtenu la collaboration du Canada français après 1837* (Montréal, Boréal, 1997), 283 p.

Steven Watt

Volume 52, numéro 3, hiver 1999

URI : https://id.erudit.org/iderudit/005636ar
DOI : https://doi.org/10.7202/005636ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)
1492-1383 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Watt, S. (1999). Compte rendu de [KELLY, Stéphane, *La petite loterie. Comment la Couronne a obtenu la collaboration du Canada français après 1837* (Montréal, Boréal, 1997), 283 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *52*(3), 421–423. https://doi.org/10.7202/005636ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

COMPTE RENDU

KELLY, Stéphane, *La petite loterie. Comment la Couronne a obtenu la collaboration du Canada français après 1837* (Montréal, Boréal, 1997), 283 p.

Dans la réponse que donne Stéphane Kelly à la question soulevée par le sous-titre de son essai, il n'y a pas grand-chose d'original. L'auteur nous explique que c'est le patronage qui transforme les rebelles patriotes de 1837 en de loyaux sujets de sa majesté. Il n'est cependant pas question de voir dans la distribution de postes à des hommes politiques canadiens-français une contradiction relativement au projet d'assimilation de Durham. Kelly voit plutôt dans la mise en place d'une «petite loterie coloniale» — qui accorde à un petit groupe de parvenus «des privilèges de la Couronne» — le prolongement de la «solution Durham (p. 23)». Cette petite loterie transformera fondamentalement l'imaginaire politique canadien-français: une vision républicaine fondée sur la résistance fait alors place à une vision monarchiste basée sur la collaboration. S'attaquant à «l'interprétation anticléricale de l'histoire du Canada français», l'auteur explique qu'on a trop souvent blâmé le clergé catholique pour expliquer cette transformation. Il veut donc «attribuer la naissance de la Confédération à ses véritables pères fondateurs (p. 18)». Ceux-ci ne sont pas forcément les délégués qui négocient l'accord à Charlottetown, à Québec et à Londres. Ce sont plutôt ceux qui, au cours des trente années qui séparent les Rébellions de la Confédération, abandonnèrent la résistance en faveur de la collaboration: Étienne Parent, Louis-Hyppolite LaFontaine et George-Étienne Cartier.

Dans les deux premières parties de l'essai, Kelly affirme que la vie politique canadienne du XIX^{e} siècle, comme celle de l'Angleterre du XVIII^{e}, est marquée par la division *Court Party/Country Party*. D'une part, l'auteur explique que l'imaginaire politique du Canada anglais correspond à la vision du *Court Party*. Il s'agit d'une vision monarchiste qui fait reposer le système politique sur le pouvoir exécutif et la citoyenneté sur la primauté de l'origine britannique dans un contexte impérial et multinational. D'autre part, Kelly affirme que l'imaginaire politique canadien-français correspond au *Country Party*, c'est-à-dire qu'il s'inspire d'un républicanisme agraire qui insiste sur les thèmes de la liberté publique et de la nation. Le patriote, le héros de la vision politique *Country*, doit surtout se montrer vigilant contre la corruption, c'est-à-dire la perversion des motifs des représentants du peuple par le patronage distribué par l'exécutif.

Dans les deux dernières parties de l'essai, l'auteur introduit la notion de paria telle que développée par Hannah Arendt. Comme les Juifs européens décrits par

Arendt, Kelly voit la nation canadienne-française comme un peuple paria au sein duquel l'individu qui veut améliorer son sort fait face à un choix difficile, voire déchirant. Soit qu'il devienne un rebelle, travaillant à l'émancipation collective de son peuple, soit qu'il devienne un parvenu, collaborant avec le groupe majoritaire. Ainsi, la troisième partie de l'essai décrit une prise de conscience chez les Canadiens français de leur statut de peuple paria dans les années qui ont mené à 1837. Les Rébellions s'avèrent cependant un épisode raté de résistance. Finalement, dans la quatrième partie, l'auteur décrit la victoire définitive de la collaboration au cours des trente années qui ont mené à la Confédération. Parent, LaFontaine et Cartier, chacun à leur tour, abandonneront les principes républicains des patriotes. Kelly souligne que ce sont avant tout ces hommes politiques canadiens-français, et non pas les clercs, qui opteront pour la collaboration avec la Couronne.

Certes, les approches théoriques développées par Kelly permettent de souligner l'importance d'une pensée monarchiste au Canada anglais et d'une pensée républicaine au Canada français, ainsi que l'importance de ne pas exagérer le pouvoir de l'Église dans la société québécoise de la première moitié du XIX^{e} siècle. Malheureusement, l'auteur a tendance à évacuer ou à traiter d'aberration tout ce qui ne contribue pas aux deux grandes traditions politiques qu'il décrit. Pas question de traiter du républicanisme canadien-anglais, sauf pour dire qu'il s'agit d'un courant politique minoritaire. De même, Kelly affirme qu'un républicanisme «pur» caractérise la vision politique de tout le Canada français, ce qui rend difficile la mise en lumière des exceptions et des changements. Dans cette argumentation, les Canadiens français qui collaborent avec le pouvoir exécutif sont vite écartés et intégrés au camp des bureaucrates, tandis que ni l'orthodoxie du républicanisme des patriotes ni la correspondance entre leurs vues politiques et celles du peuple ne sont mises en doute. Dans l'épilogue, Kelly affirme que c'est seulement après la Confédération que des changements majeurs feront éclater la tradition républicaine. Pourtant, la période précédent 1867 connaît aussi d'importantes transitions économiques, des perturbations dans les alliances politiques, des développements constitutionnels et des changements dans le rôle de l'État. Tout cela a certainement influencé la cohérence, l'importance et l'ampleur du républicanisme dans la vie politique bas-canadienne à différents moments. Toutefois, le seul moment où l'auteur laisse place à l'incertitude est lorsqu'il traite du rôle du clergé dans la stratégie de collaboration. Kelly cherche ainsi à minimiser l'anticléricalisme des patriotes et il cite plusieurs cas où des curés ont aidé, de façon plus ou moins active, les rebelles. Il affirme que les évêques, pris dans un dogme religieux qui prône l'obéissance au gouvernement établi, s'opposent aux patriotes et appuient la Confédération à la dernière minute seulement et sans grand enthousiasme.

Malheureusement, Kelly offre très peu de détails sur la tradition historiographique dominante qui aurait blâmé le clergé pour l'échec des rébellions et l'avènement de la Confédération en ignorant le rôle des politiciens parvenus. Sur ce sujet, l'auteur ne cite directement que trois ouvrages: Fernand Ouellet sur les

Rébellions, Jean-Charles Bonenfant et Marcel Bellavance sur la Confédération. Par ailleurs, il se plaint, dans le prologue, d'un Pierre Trudeau trop aveuglé par son anticléricalisme pour voir le rôle historique des politiciens dans la collaboration des élites canadiennes-françaises. Kelly n'approfondit jamais l'historiographie relative aux années 1837-1867 et les implications de la *Petite loterie* pour elle. Pourtant, les historiens ont certainement reconnu le rôle de Parent dans le débat sur l'assimilation, celui de LaFontaine dans la mise en place de l'Union et d'un système de patronage, ainsi que celui de Cartier dans le passage de la Confédération.

Bref, Kelly nous offre une nouvelle lecture des événements politiques qui ont eu lieu entre 1837 et 1867, mais il s'agit d'une lecture assez sommaire et peu consciente de la tradition historiographique qu'elle veut supplanter.

Montréal STEVEN WATT